



كرّاس الدّروس المسيرة في مادّة النّزاعات الإداريّة

الشهادة: الإجازة الأساسيّة في القانون العام

السنة: الثالثة

المحور عدد: 1

مفهوم النّزاعات الإداريّة

الأستاذ المكلف بالدّرس: خليل الفندري

المساعدان: - مبروكة الصيد

- فتحي بن معلّم

Ouvrages :

- AUBY (J.-M.) et DRAGO (R.), le contentieux administratif, LGDJ, 3^{ème} éd., 1984, p. 9 et s.
- CHAPUS (R.), Droit du contentieux administratif, Montchrestien, 10^{ème} éd., 2002, n° 1 et s.

Articles :

- J. RIVERO, Nouveaux propos naïfs d'un huron sur le contentieux administratif, Etudes et documents, Conseil d'Etat 1979-1980, p. 27 et s.
- J.-L. MESTRE, Aux origines du contentieux administratif, RFD adm. 12 (2) mars – avril 1996, p. 289 et s.
- Gilles J. GUGLIELMI, Le rôle du Conseil d'Etat dans la constitution de la distinction entre droit public et droit privé, RFD adm. 12 (2) mars-avril 1996, p. 305 et s.
- M. WALINE, Vers un reclassement des recours du contentieux administratif ?, RDP 1982, p. 205 et s.
- Ch. DEBBASCH, Déclin du contentieux administratif ?, Recueil DALLOZ SIREY, 19^{ème} Cahier CHRONIQUE, p. 95 et s.
- A. MESTRE, La loi du 1^{er} juin 1972 relative au Tribunal Administratif, RTD 1974, p. 123 et s.
- A. MESTRE, Brèves observations sur la première jurisprudence du Tribunal Administratif, RTD 1980, p. 527 et s.

قراءة وجوبية:

سهام بوعجيلة بن سعد ومنير العربي: معايير النزاع الإداري بين الوضوح النظري والتعقيد العملي، مجموعة دراسات لسامي شعائبية، ص. 19 وما يليه.

NOTION ET SPÉCIFICITÉ DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

PAR

LÉON MOUREAU

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE LIÈGE.

ES définitions du contentieux administratif sont très variées. Cette variété s'explique, car ce contentieux est complexe : son ampleur, son degré et ses formes d'organisation varient selon les États et, au sein d'un même État, selon le développement des administrations publiques et de leurs interventions. Bon nombre de définitions de caractère général mettent en relief que l'un ou l'autre aspect de ce contentieux. D'autres tiennent compte avant tout des particularités de l'organisation de ce contentieux dans certaines législations nationales, ce qui accroît encore la différence des formules. Cette variété n'est pas sans inconvénient. Car elle est de nature à jeter dans l'esprit quelque incertitude sur les éléments fondamentaux de ce contentieux.

Aussi ne nous paraît-il pas sans intérêt de proposer ici quelques réflexions sur la notion de contentieux administratif et surtout sur les éléments qui donnent à ce contentieux et à sa structure institutionnelle et procédurale leurs caractères distinctifs.

Ces remarques — disons-le tout de suite pour éviter toute équivoque — se situent par leur objet sur le plan de la théorie du droit et non du droit positif belge. Mais la théorie, si elle est bonne, rejoint la pratique, surtout s'il s'agit d'une matière encore en pleine évolution.

Et c'est peut-être ici le lieu d'essayer d'éclairer la notion de contentieux administratif en un recueil destiné à rendre hommage à un maître qui a consacré de savants ouvrages à la notion de l'État et à celle de droit subjectif. Les dimensions de cet article ne permettent certes qu'une esquisse. On voudrait qu'elle soit, telle quelle, malgré ce qu'elle contient d'incomplet et d'inachevé — partie de méditations assez longues dans et au-delà de l'exercice du métier — une occasion de dialogue.

* * *

1. Le contentieux administratif se compose, fondamentalement, de situations contentieuses, de contestations que fait naître l'activité des administrations publiques (1). Ces situations contentieuses, ces contestations, sont, par leur nature, comme tous les phénomènes contentieux (1), des faits spécifiques d'ordre psycho-social. L'apparition de cette espèce particulière de contestations que recouvre l'expression « contentieux administratif » est liée à l'existence d'administrations publiques et à l'activité de ces administrations (2). « Le contentieux administratif existe, écrit Hauriou, par cela seul qu'il existe des administrations publiques ... » et que (c'est nous qui enchaînons) ces administrations « en agissant, c'est-à-dire en exerçant leurs pouvoirs et leurs droits sont exposées, soit à froisser des intérêts légitimes, soit à violer des droits des administrés ; il en résulte des réclamations » (HAURIOU, *Précis de droit administratif*, 11^e éd., Paris, Sirey, 1927, p. 941 et la note 2).

2. Ces phénomènes contentieux — qui sont primordialement, on vient de le dire, des faits d'ordre psycho-social — appellent, par leur nature, l'emploi ou l'institution de différents procédés susceptibles d'en procurer la solution.

Ces situations contentieuses et ces procédés, ou tout au moins certains d'entre eux, constituent, selon une autre série de définitions, le contentieux administratif (3).

Parfois même, on identifie ce contentieux à ces procédés (4). Quels procédés ?

Pour bon nombre de juristes du XIX^e siècle, fêrus du principe de la séparation des pouvoirs, entendu comme une séparation absolue des autorités administratives et judiciaires, le contentieux suscité par l'activité des administrations publiques ne pouvait être résolu que par l'administration elle-même ou encore par des tribunaux administratifs étroitement liés à elle. Ils incorporaient ces organes dans la définition du contentieux administratif au point de les confondre avec lui.

Cette conception est maintenant bien dépassée. Ce sont des juges indépendants de l'administration, s'interposant entre celle-ci et les administrés, qui doivent, estime-t-on généralement aujourd'hui, connaître de ce contentieux et ces juges peuvent, dans certaines limites et pour certaines branches de ce contentieux, être des tribunaux de l'ordre judiciaire. Dans la logique de cette conception, on en vient à considérer qu'il n'y a plus guère lieu d'avoir égard aux procédés administratifs de solution de ces litiges.

Il ne convient pas d'aller trop loin dans cette dernière direction (1). Sans doute, l'intervention d'un juge est irremplaçable pour la solution des litiges administratifs. Elle a une vertu d'apaisement et de manifestation des exigences du droit dans les situations juridiques concrètes, qui ne saurait être égalée. Mais l'intervention des administrateurs peut être utile à titre préalable pour atténuer « le choc » entre l'administration et les administrés, pour éviter des procès inutiles (1), comme pour rectifier des erreurs qu'un juge indépendant, fût-il administratif, ne saurait corriger sans faire acte d'administration active.

Au reste, si nous examinons le droit positif, nous constatons que ces procédés ne sont nullement exclus (2). C'est bien plutôt à une combinaison, d'ailleurs variable, des procédés administratifs et juridictionnels que le droit positif nous fait assister dans la plupart des États. Ces procédés peuvent être ramenés à quelques types principaux : recours non formels à l'auteur de l'acte ou aux supérieurs de la hiérarchie ou de la tutelle, recours formels (c'est-à-dire, prévus par des textes spéciaux) auprès des mêmes autorités, avec emploi, dans certains cas, de formes juridictionnelles, recours juridictionnels enfin ouverts auprès de juridictions administratives (celles-ci d'ailleurs pouvant comporter différentes modalités d'organisation) et auprès des tribunaux judiciaires.

La structure institutionnelle et procédurale du contentieux administratif apparaît en définitive comme très variée et cette variété même est un de ses traits caractéristiques.

3. Mais, il importe de le souligner, ces situations contentieuses, ces procédés, ne sont que les éléments préalables à l'organisation du contentieux administratif. Pour que celui-ci prenne forme dans un État, il faut qu'y existent des règles élaborées, sanctionnées par l'autorité publique — principalement aujourd'hui par le législateur — qui, ayant égard, sinon à toutes les contestations suscitées par l'activité des administrations publiques, du moins aux plus importantes d'entre elles, en déterminent la structure (actes susceptibles d'être attaqués, dans quelles conditions et circonstances, pour quels motifs, moment de la liaison au contentieux, etc.), et choisissent ou organisent les différents procédés (organes, recours, actions) susceptibles de procurer la solution de ces contestations.

5 dans les contestations. Souvent, d'ailleurs, ce n'est pas la règle dans son contenu abstrait qui est d'abord invoquée. C'est bien plutôt l'intérêt lésé (1) ou le droit subjectif protégé par cette règle qui est, en premier lieu, mis en avant pour contester la régularité de l'acte.

Il faut donc que la régularité de l'acte ou de ses effets soit par rapport à un droit subjectif (d'ailleurs protégé par une règle), soit par rapport à des normes préétablies, soit mise en question pour qu'il y ait vraiment contestation. Si l'on ne met en question que la pure opportunité de cet acte, la circonstance que cet acte aurait pu être plus habilement ou mieux accompli, sans cependant qu'aient été méconnues des règles dont l'observance était susceptible d'être exigée par celui qui subit le grief, on ne se trouve pas en présence d'un phénomène contentieux (2). Sinon, en effet, à quel titre le redressement du grief pourrait-il être exigé? Or, c'est ce redressement qu'entend obtenir la personne qui se dit lésée. Elle n'entend nullement le solliciter comme une faveur mais comme un dû.

Tel qu'il vient d'être décrit, le phénomène contentieux présente des caractères qu'il importe maintenant de souligner.

C'est un phénomène *irréductible à tout autre*. En effet, il marque une rupture d'ordre psycho-social dans le développement normal des relations humaines. Cette rupture peut se produire sur tous les plans où s'exerce l'activité humaine et opposer les hommes entre eux dans la sphère de tous leurs intérêts des plus élevés jusqu'aux plus matériels. Comme il est d'ordre psycho-social, le phénomène contentieux ne peut être pleinement résolu que par des moyens du même ordre. Paraphrasant un mot célèbre, on pourrait dire qu'on n'apaise pas des contestations avec des baïonnettes. Il faut finalement, mais pas nécessairement de manière immédiate, que les intéressés puissent faire appel à un « tiers indifférent » pour le trancher. Et il faut que ce tiers indifférent voie les personnes engagées dans la situation contentieuse accepter de venir devant lui et qu'elles acceptent sa sentence.

C'est aussi, on l'a dit, un phénomène *inévitable*. Car son apparition ne dépend pas de ce que chacun fait mais de ce qu'autrui pense de la régularité de ses actes et des effets qui s'ensuivent. Mais on en peut éviter la multiplication et éviter que les contestations ne prennent un tour aigu.

Il est aussi *évolutif*. A la situation contentieuse, d'abord latente puis se manifestant imparfaitement, succède la contestation, au sens usuel du terme, rencontre de prétentions formelles et contradictoires se précisant et appelant comme à la rescousse toute une série de règles régissant l'activité considérée. Les contestations peuvent d'ailleurs s'enchaîner l'une l'autre car les activités humaines s'enchevêtrent, un acte déterminé est entouré d'autres actes dont la régularité peut être également contestée.

Enfin, le phénomène contentieux, au moins s'il revêt un certain degré de gravité, est *dangereux* non seulement pour l'une ou au moins des personnes engagées dans la situation contentieuse

mais *pour l'ordre et la paix publique*. L'autorité publique qui a charge de cet ordre et de cette paix doit y avoir égard, autant pour que les règles de conduite humaine qu'elle détermine et place au fondement de la vie sociale soient maintenues avec leur sens et leur efficacité, que pour que ces phénomènes contentieux ne dégèrent pas en luttes de forces. Mais elle peut saisir le contentieux à différents moments de son évolution, d'abord pour prévenir autant que possible les situations contentieuses, puis pour les apaiser avant qu'elles prennent un tour aigu et enfin, comme ce n'est pas toujours possible, pour les résoudre définitivement, ce qui exige normalement l'intervention de juges.

Les situations contentieuses et contestations suscitées par l'activité des administrations publiques sont de même nature et possèdent les mêmes caractères fondamentaux que ceux qui viennent d'être reconnus aux phénomènes contentieux en général, mais elles mettent en question la régularité d'actes déterminés des administrations publiques et des effets de ces actes; elles possèdent dès lors des caractères spéciaux qui donnent au contentieux administratif considéré en lui-même et à sa structure institutionnelle et procédurale leurs traits distinctifs.

1. Tout d'abord, ce contentieux comprend des contestations où est mise en question la régularité d'actes que peuvent seules accomplir ces administrations, à l'exclusion des personnes privées agissant en tant que telles. Ces actes manifestent des prérogatives de ces administrations; ils sont d'autant plus susceptibles de faire grief que l'administration, corps intermédiaire entre la loi et les administrés, atteint directement ceux-ci. Ces actes engendrent donc un contentieux important (du moins dans les Etats où l'on admet que l'on puisse discuter de tels actes) différent par son objet même du contentieux entre personnes privées agissant en tant que telles.

Alors même d'ailleurs que les actes accomplis par l'administration sont semblables à ceux que peuvent accomplir les particuliers ou qu'ils ont sur la condition des personnes privées ou sur les patrimoines privés des effets semblables à ceux dérivant des activités privées (notamment lors de l'exécution sur les personnes et les biens), ils sont entourés de formalités spéciales qui en conditionnent la validité et dont il faut tenir compte pour résoudre les litiges suscités par ces actes.

2. Il convient, en effet, de le remarquer. L'administration n'a pas que des prérogatives n'appartenant pas aux particuliers; elle a aussi des obligations qui ne pèsent pas sur ceux-ci. Il en résulte que dans les situations contentieuses et contestations suscitées par l'activité des administrations, il est possible d'invoquer des règles qui ne sauraient être invoquées dans les contestations entre particuliers. Il est possible de mettre en question la régularité de l'activité administrative par rapport à ces règles. Quelles sont ces normes? Elles sont constituées sans aucun doute par un ensemble de prescriptions de fond et de forme que contient le droit positif et qui imposent aux administrations des obligations spéciales, très précises, conditionnant leurs rapports entre elles, avec le public et avec les particuliers. Elles dérivent aussi de ce que l'on peut appeler non pas la morale administrative, mais mieux peut-être une certaine déontologie administrative qui doit inspirer non seulement le fonctionnaire comme tel, mais la marche de l'administration dans son ensemble. Cette déontologie, on la voit effectivement appliquée par les juridictions administratives dans la mesure où celles-ci sont attentives au détournement de pouvoir, aux principes généraux gouvernant la marche des services publics, au soin même qu'elles doivent mettre les administrateurs à la préparation de leurs décisions (1). Ces normes susceptibles d'être invoquées dans de nombreux cas à l'appui des prétentions des administrés en vue du redressement de leurs griefs, donnent aussi aux litiges administratifs des caractères particuliers.

3. Mais les caractères spéciaux d'un grand nombre de litiges administratifs ne dérivent pas seulement de ce que l'administration accomplit des actes qui lui sont propres ou de ce que son activité est très fréquemment, sinon toujours, assujettie à des obligations spéciales. Ils dérivent encore de ce que l'administration est toujours engagée sinon comme partie du moins comme intéressée dans les situations contentieuses que suscite son activité. Or, l'administration n'est pas, dans ces contestations, une partie ou un intéressé comme un autre. Sans doute, poursuivant la réalisation du bien public, l'administration doit tenir compte, même si elle est en litige, des intérêts des particuliers pour les concilier avec l'intérêt public; mais, d'autre part, elle est un adversaire beaucoup plus redoutable, car elle peut refuser la discussion, et plus tard elle peut ne pas exécuter la sentence, ou du moins, se dérober à l'exécution, tergiverser, opposer des atermoiements, ce qui semble plus fréquent. Car il n'existe pas, en principe, d'exécution forcée contre elle.

Ainsi, le contentieux administratif présente, en lui-même, des traits qui le distinguent d'autres contentieux, notamment du contentieux entre personnes privées, mais il faut ajouter que sa structure institutionnelle et procédurale est aussi très différente et que ces différences s'expliquent au moins en partie par les différences de fond que l'on vient de souligner.

A ces règles, on donne aussi le nom de contentieux administratif (1).

Ces règles organiques d'institutions variées constituent les sources formelles du droit positif relatif au contentieux administratif. Ce droit a pris aujourd'hui un développement considérable. Il varie sensiblement selon les Etats, ce qui se comprend, car les éléments préalables du contentieux administratif sont susceptibles d'être construits et combinés entre eux de façon très variée, selon les milieux divers où ce droit est élaboré. On peut, d'après les traits particuliers que revêt le contentieux administratif organisé dans ces Etats, proposer — et, en fait, on a élaboré — d'autres définitions mettant en relief les caractéristiques spéciales que présente l'organisation du contentieux administratif dans chacun de ces Etats.

4. Ajoutons que le droit relatif au contentieux administratif fait aujourd'hui l'objet, dans nos Universités, d'études spéciales. Une branche du droit, traditionnellement rattachée au droit administratif mais qui tend à se constituer en rameau distinct, apparaît. Et l'on donne à cette branche spéciale du droit un nom emprunté à la matière et aux institutions qu'elle étudie.

On le voit par ce qui précède, l'expression « contentieux administratif » est employée dans des sens très variés. On s'est efforcé de distinguer les réalités diverses que ces définitions désignent et surtout de marquer les rapports que ces réalités ont entre elles. Le contentieux administratif, c'est d'abord une matière, une masse de litiges suscités par l'activité des administrations publiques. C'est aussi un ensemble de procédés que l'expérience humaine enseigne et qui apparaissent propres à résoudre ces litiges. A partir de ces éléments du contentieux administratif, un ensemble d'institutions s'édifie, très partiellement, grâce à la coutume (1), surtout par l'œuvre de l'autorité publique et, en droit moderne, du législateur. Et le rôle de celui-ci est double, d'une part, donner une structure juridique aux situations contentieuses, faits d'ordre psycho-social auxquels il a égard; d'autre part, utiliser ou créer des institutions, notamment des juridictions administratives, et des voies de recours susceptibles d'être mises en mouvement par les intéressés (en premier lieu les administrés eux-mêmes) pour parvenir à la solution, dans l'ordre et dans la paix, de ces litiges ainsi déterminés (2).

Parallèlement un rameau de la science du droit se développe dont l'objet est d'étudier cette matière et ces institutions.

* * *

Ce contentieux a-t-il vraiment des caractères spécifiques?

A première vue, cela paraît certain. Car des juridictions administratives existent pour ainsi dire dans tous les Etats civilisés, bien qu'elles semblent peu développées voire inexistantes dans les pays de l'Est (1). Dans certains Etats même, un ordre complet de tribunaux administratifs est organisé. Au surplus, là même où les tribunaux administratifs sont peu développés, il existe des recours quasi juridictionnels ou en formes juridictionnelles auprès des autorités administratives.

Pourtant, on fait appel aussi dans de nombreux Etats aux tribunaux ordinaires pour juger des litiges administratifs. Donc ces tribunaux ne sont pas exclus du jugement de ces litiges ou tout au moins de certains d'entre eux. D'autre part, on a pu longtemps se passer des tribunaux administratifs dans beaucoup d'Etats et c'est l'administration elle-même, par ses organes supérieurs, qui a jugé les litiges administratifs. Alors, ce contentieux a-t-il vraiment des traits spécifiques? Sa structure institutionnelle et procédurale spéciale, à beaucoup d'égards différente de celle d'autres contentieux et, notamment, du contentieux privé, repose-t-elle sur des raisons profondes? Nous pensons que oui.

Mais on ne peut répondre de façon décisive à cette question qu'en scrutant les éléments tout à fait premiers du contentieux en général et du contentieux administratif en particulier. C'est cet examen que l'on voudrait entreprendre dans la suite de cette note.

4

Qu'est-ce que le contentieux en général? C'est une série, en nombre indéterminé, de phénomènes contentieux particuliers. L'élément premier du contentieux, c'est la situation contentieuse, la contestation. Il faut donc, tout d'abord, rechercher ce qu'est une situation contentieuse, une contestation.

On s'en est tenu longtemps à des définitions formelles de la contestation. Mais ces définitions ne sont guère satisfaisantes, pas même toujours pour la pratique (2). Car elles ne déterminent pas la nature profonde et très spéciale du phénomène contentieux, ni ses caractères, nature et caractères qui expliquent en réalité l'existence d'une fonction sociale particulière, la fonction juridictionnelle, pour résoudre, à un certain moment de leur développement (1), les situations contentieuses.

Le phénomène contentieux est fondamentalement un fait d'ordre psycho-social. C'est un différend d'opinion qui est relatif à une conduite, à une activité humaine déterminée apparaissant à autrui comme susceptible de lui faire grief et où est mise en question la régularité de cette activité ou des effets de celle-ci, en vue du redressement du grief causé ou allégué.

Reprenons les termes de cette définition et essayons en même temps de marquer la différence entre le phénomène contentieux et d'autres faits d'ordre psycho-social présentant avec lui quelque ressemblance. C'est un différend d'opinion. Ce n'est pas une lutte de forces brutales, encore qu'il puisse dégénérer en lutte de forces. Ce n'est pas non plus une controverse, une discussion d'ordre académique ou scientifique portant sur la valeur d'une théorie ou la réalité d'un fait observable, encore que de telles discussions, surtout lorsqu'elles portent sur des faits de conduite humaine, puissent présenter une grande importance pour la solution de nombreuses contestations.

C'est un différend relatif à une conduite humaine déterminée, soit à une conduite, à une activité passée qui a produit ses effets et continue éventuellement à en produire, soit encore à une activité imminente dont la structure apparaît déjà et qui doit normalement produire tels ou tels effets (1). Il ne s'agit donc pas de discussions sur des projets futurs de contrats, traités, lois, règlements dont les données ne sont pas arrêtées et pour la conclusion ou l'élaboration desquels d'ailleurs les parties cherchent à accorder leurs intérêts.

Pour que le phénomène contentieux se produise, il faut que l'activité considérée apparaisse à autrui comme susceptible de lui faire grief. Sinon aucun désaccord ne pourrait naître. Le grief peut apparaître d'ailleurs à retardement à la suite des effets de l'acte et non de l'acte lui-même. Remarquons qu'il ne faut pas que le grief soit réel, il suffit qu'autrui pense que cette activité peut lui faire grief, qu'elle lui apparaisse comme telle. C'est pourquoi les phénomènes contentieux sont pratiquement inévitables.

Un acte (2) ou les effets d'un acte apparaissant à autrui comme susceptibles de lui faire grief, voilà ce qui crée une situation contentieuse (3). Mais, à ce moment, cette situation n'apparaît pas à l'auteur de l'acte. Pour que la situation contentieuse lui apparaisse, il faut que se manifeste une résistance latente ou une opposition formelle à son activité ou aux effets de celle-ci. C'est alors seulement que les deux personnes engagées dans cette situation se rendent compte de leur opposition réciproque. Un élément externe est donc nécessaire à la manifestation de la situation contentieuse, qui sera précisément cette résistance latente ou cette opposition formelle.

Pour vaincre cette résistance ou cette opposition, l'auteur de l'acte devra lui-même élever une prétention à ce que cette résistance cesse ou une prétention rencontrant cette opposition formelle. La contestation alors est née.

En quoi consiste-t-elle? A mettre en question, de façon d'abord confuse puis plus claire, la régularité de l'activité apparaissant comme faisant grief ou de ses effets. On dit bien régularité et non légalité au sens strict. Il est d'expérience, en effet, que des règles de différentes espèces, de morale sociale, de droit positif, de déontologie applicable à certains milieux sont invoquées

Que cette structure présente des traits particuliers, on l'a déjà dit en indiquant les procédés divers susceptibles d'être utilisés pour résoudre les situations contentieuses administratives. Mais il convient d'insister. Cette variété de procédés a des raisons profondes qui tiennent à la nature de ces situations où l'administration, branche de la puissance publique, est en cause et où sont mis en question, dans un grand nombre de cas, les actes par lesquels elle exerce ses prérogatives.

A quoi tendent en effet ces procédés? Quels sont leurs buts et par conséquent leurs raisons d'être? Efforçons-nous de mettre en lumière ces buts et de classer, par rapport à ceux-ci, les procédés utilisés. Leur but est d'abord d'empêcher les litiges administratifs sinon de naître, du moins de se multiplier et de prendre un tour aigu. Pour prévenir les litiges avec l'administration, il y a un moyen que nous voyons employer dans différents États et qui est loin d'être inconnu en Occident, mais qui semble particulièrement développé dans les pays de l'Est, où il fait l'objet de certains codes (1), c'est d'établir ce qu'on appelle une procédure de l'acte administratif associant les intéressés et même la masse des intéressés à l'élaboration de ces actes. On se bornera à faire ici mention de ce procédé qui n'est pas considéré habituellement comme rentrant dans le contentieux administratif.

Pour apaiser les litiges avant qu'ils s'aggravent, il existe des procédés classiques : a) d'abord permettre largement le recours à l'auteur de l'acte, sorte de procédure en conciliation administrative, d'une portée cependant limitée, car l'administration ne peut pas toujours, en droit, retirer ses actes, ni, gérant des intérêts publics, transiger comme un particulier, alors même que personnellement l'auteur de l'acte y serait disposé; b) ensuite organiser le débat contentieux avant la décision administrative susceptible de faire grief. C'est surtout après que cette décision est prise que l'opposition entre l'administration et l'administré risque d'être aiguë. Si la décision à prendre doit laisser place à un large pouvoir d'appréciation de l'administration, c'est à elle qu'on laissera le pouvoir de décision, après un débat en forme juridictionnelle devant elle, ses délégués, ou des organismes dépendant d'elle (2) ou encore devant des commissions consultatives. Et si la décision à prendre ne laisse pas place à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, on pourra laisser décider des juges, car l'administration n'y perdra guère de ses prérogatives et sera débarrassée de questions intéressant assez peu les administrateurs actifs; c) il y a lieu de citer aussi ici les recours hiérarchiques et de tutelle. Les autorités subordonnées ou décentralisées sont habituées à admettre les ordres de leurs supérieurs ou le contrôle des autorités de tutelle. Elles acceptent donc assez facilement leur intervention dans le règlement des litiges que leurs actes ont provoqués.

Aussi bien, le but des procédés du contentieux administratif n'est pas seulement d'empêcher les litiges de prendre un tour aigu. Il est aussi de donner à l'administration un juge qu'elle puisse accepter aisément et aux décisions duquel elle se pliera. Et pour qu'elle le fasse, il faudra que les juges soient d'autant plus proches d'elle et mieux informés de ses nécessités que le litige provoqué par ses actes aura un caractère administratif accentué, soit par sa technicité, soit par les prérogatives de l'administration qui y sont en jeu.

Avec l'intervention des autorités supérieures et de tutelle nous sommes déjà en présence non pas d'un juge à proprement parler, car ces autorités ont partie liée, dans une certaine mesure, avec leurs subordonnés, mais tout de même d'un tiers par rapport aux auteurs des actes faisant grief. Et leur intervention peut comporter, comme l'observe Hauriou, « une vertu de justice qu'il ne faut pas dédaigner ».

Cependant, le système est incomplet car il ne concerne que les autorités subordonnées ou décentralisées. Au surplus, dans le régime moderne avec sa sensibilité juridique plus accusée, cette vertu de justice aléatoire ne peut suffire. Il faut des juges plus indépendants. Une gamme de procédés juridictionnels apparaissent alors (1). On voit s'instituer des procédés organisant des juridictions mixtes, où l'administration a encore voix

au chapitre, par ses représentants, spécialisés dans les matières très diverses où elle exerce son intervention; ainsi le juge est informé, ce qui est essentiel à son autorité et l'administration accepte que la décision ne soit plus dictée par elle, ou encore, l'administration interviendra en premier ressort, mais non en second. L'administration acceptera aussi des juges judiciaires pour des litiges mettant en jeu des droits individuels de longtemps reconnus et qui limitent en quelque sorte de l'extérieur et pour des cas individuels, ses prérogatives. Mais s'il s'agit d'organiser un contrôle plus direct, plus pénétrant de celle-ci, elle n'acceptera qu'un juge qui, tout en étant indépendant, soit proche d'elle et profondément pénétré de ses nécessités. Une chose souvent remarquée, ce juge sera plus hardi, pour condamner, quand elle aura tort.

On le voit, les procédés du contentieux administratif sont très divers et cette variété est en rapport avec la structure variée des situations contentieuses et contestations d'ordre administratif, qui appellent des traitements différenciés, comme avec le problème difficile qui se pose dans tous les contentieux, de l'activité des autorités publiques : obliger ces autorités à composer et finalement à accepter un juge et ses sentences.

* * *

Des considérations qui viennent d'être faites on peut conclure que le contentieux administratif présente des traits bien caractéristiques, le distinguant d'autres contentieux à la fois dans les litiges qui le composent et dans les procédés utilisés pour leur solution. L'a-t-on toujours suffisamment compris? Il semble que non. On l'a considéré — et ne le considère-t-on pas encore parfois en Belgique? — comme un contentieux exceptionnel et quelque peu artificiel, alors que sa matière, avec les interventions multiples de l'administration, ne cesse de grandir et que ses procédés non réductibles — et cela pour des raisons profondes — aux procédés utilisés en contentieux privé doivent être examinés avec attention si on veut leur donner une meilleure organisation. Ce n'est qu'en tenant compte de la spécificité des contentieux de droit public, et notamment du contentieux administratif, qu'on parviendra à bien résoudre les contestations qui les composent.

حول هذه الولاية المشروطة بطبيعة النزاع ، جاء مثلا في الحكم الابتدائي، قضية عدد 1390000، بتاريخ 30 أكتوبر 2014، نعيمة ضد الاتحاد الوطني للمرأة «وحيث لا نزاع في أن مناط تعهد المحكمة بجميع النزاعات المعروضة عليها يتوقف على شرط توفر الصبغة الإدارية لهذه النزاعات وفقا لما تستوجبه صريح عبارات الفصلين 2 و 17 من القانون المتعلق بها، وهي صبغة يستجليها القاضي الإداري ويتفحصها بالإعتماد على أعمال متزامن لجملة المعايير العضوية والمادية مع تغليب الأخيرة منها عند الاقتضاء في حال ثبوت إثارة النزاع لعلاقات تسيير مرفق عام وتنفيذ أغراض المصلحة العامة أو أثناء أعمال أحد هذه الأطراف لما خوله لفائدتها المشرع من شتى صلاحيات السلطة العامة وامتيازاتها. وحيث طالما أن الاتحاد الوطني للمرأة التونسية يعتبر جمعية خاضعة للمرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بالجمعيات، فإن النزاع الزاهن يكون خارجا عن ولاية هذه المحكمة، الأمر الذي يتجه معه التخلي عن النظر في الدعوى لعدم الاختصاص».

حكم ابتدائي عدد 121556 بتاريخ 26 أفريل 2011

ع.ح.ع ومن معه / رئيس الاتحاد التونسي لإعانة الأشخاص القاصرين ذهنيا

المفاتيح: اختصاص حكومي - جمعية - مصلحة قومية - تسيير مرفق عام - امتيازات السلطة العامة

* توفر صبغة المصلحة القومية والمساهمة في تسيير مرفق عمومي في الاتحاد التونسي لإعانة الأشخاص القاصرين ذهنيا ليس من شأنه أن يعمم الصبغة الإدارية على جميع قراراته، كما أن إقرار اختصاص هذه المحكمة لبيت في الطعن الذي استهدفه يستوجب النظر فيما إذا صدر القرار في نطاق تسيير المرفق العام وباستعمال امتيازات السلطة العامة.

بعد الإطلاع على عريضة الدعوى المتضمنة أن المكتب الوطني للاتحاد التونسي لإعانة الأشخاص القاصرين ذهنيا أصدر بتاريخ 30 جويلية 2010 قرارا يقضي بحل هيئة فرع الاتحاد بجملة وسحب الثقة من جميع أعضائها وتعيين هيئة جديدة للإشراف مؤقتا على مواصلة تسيير الفرع. لذلك رفع منوبوه دعوى الحال طعنا بالإلغاء في القرار المذكور، وذلك بالاستناد إلى خرق الفصل 75 من النظام الداخلي للاتحاد الذي يقتضي أن يصدر قرار الرفض أو الإيقاف أو سحب الثقة عن المكتب الوطني إثر اقتراح من لجنة النظام وأن تتم المصادقة عليه من المجلس الوطني، وإلى خرق القانون بمقولة إن القرار المطعون فيه ورد دون تعليل وأن الهيئة المديرية التي تمت إقالتها لم تقم بأي خطأ أو تجاوز من شأنه أن يبرر اتخاذ القرار المطعون فيه...

من جهة الاختصاص: حيث يطعن العارضون بالإلغاء في قرار المكتب الوطني للاتحاد التونسي لإعانة الأشخاص القاصرين ذهنيا الصادر بتاريخ 30 جويلية 2010 والقاضي بحل هيئة فرع الاتحاد بجملة وسحب الثقة من جميع أعضائها وتعيين هيئة جديدة للإشراف مؤقتا على مواصلة تسيير الفرع.

وحيث اقتضى الفصل الثالث من القانون الأساسي المتعلق بالمحكمة الإدارية أن تختص المحكمة الإدارية بالنظر في دعاوى تجاوز السلطة التي ترفع لإلغاء المقررات الصادرة في المادة الإدارية».

وحيث أن صدور القرار المطعون فيه عن غير الذات العمومية، باعتبار أن الاتحاد التونسي لإعانة الأشخاص القاصرين ذهنيا جمعية على مقتضى أحكام القانون عدد 154 لسنة 1959 والنصوص المنقحة والمتممة له، ليس معيارا حاسما لاعتباره قرارا صادرا في مادة غير إدارية.

وحيث وفي المقابل، فإن الاعتراف بصيغة المصلحة القومية للاتحاد التونسي لإعانة الأشخاص القاصرين ذهنياً بمقتضى الأمر عدد 334 لسنة 1972 المؤرخ في 17 أكتوبر 1972، وما تأكد من مساهمته في تسيير مرفق عمومي اجتماعي تربوي أفصحت عنه أهداف الجمعية المضمنة في الفصل الثالث من نظامه الداخلي وخاصة إشرافه على مؤسسات تربية وتكوين وتأهيل لذوي الإعاقة الذهنية، ليس من شأنه أن يعمم الصيغة الإدارية على جميع قراراته، وإنما يستوجب الأمر نظراً فيما إذا صدر القرار في نطاق تسيير المرفق العام وباستعمال امتيازات السلطة العامة توصلًا لإقرار اختصاص هذه المحكمة للبت في الطعن الذي استهدفه من عدمه.

وحيث يتضح أن القرار المطعون فيه إنما يتعلق بتنظيم هيئات الاتحاد وعلاقته مع أعضائه ومنخرطيه وبسير عمل فروعه طبقاً لنظامه الداخلي، دون أن يكشف عن تصرف منسب بامتيازات السلطة العامة لشؤون المرفق المناط بعهدة الجمعية المساهمة في تسييره، ويكتسي النزاع الراهن تبعاً لذلك صيغة مدنية تجعل البت فيه معقوداً لجهاز القضاء العدلي، وأتجه لذلك التخلي عن النظر في الدعوى لعدم الاختصاص.

ولهذه الأسباب قضت المحكمة ابتدائياً بالتخلي عن النظر في الدعوى لعدم الاختصاص.

حكم ابتدائي عدد 1/17270 بتاريخ 20 جوان 2011

ع.س.ح / م.ع.ن.د. في حق وزارة أملاك الدولة والشؤون العقارية

بعد الاطلاع على عريضة الدعوى المتضمنة طلب إلزام الجهة المدعى عليها بأن تؤدي إلى المدعي مبلغ 810 آلاف دينار لقاء ثمن عقاره الذي تم إدراجه ضمن ملك الدولة الخاص تطبيقاً للأمر عدد 1754 لسنة 1997 مؤرخ في 25 أوت 1997 المتعلق بالمصادقة على التقارير الإختتمانية للجنة استقصاء وتحديد الأراضي التابعة لملك الدولة الخاص بولاية القيروان وذلك تطبيقاً لمقتضيات الفصل 12 من الأمر المؤرخ في 18 جوان 1918.

وبعد الاطلاع على تقرير الأستاذ سيّد ب الوارد على كتابة المحكمة في الأول من أبريل 2008 والذي تضمن تمسكه بالطلبات المضمنة بعريضة الدعوى وأضاف إلزام الجهة المدعى عليها بأن تؤدي إلى منوبه الفوائض القانونية والمقدرة ب 5 % على كامل المبلغ من تاريخ صدور الأمر أي من 25 أوت 1997 إلى تمام الوفاء أو تأمين المبلغ بالخزينة العامة للدولة وحمل المصاريف القانونية عليها، ألف دينار أجرة محاماة و 750 دينار أجرة اختبار كالإذن بالنفاذ العاجل...

من جهة الاختصاص القضائي: حيث يطلب نائب المدعي إلزام المكلف العام بنزاعات الدولة بأن يؤدي إلى نوبه مبلغ 810 آلاف دينار لقاء قيمة عقاره الذي تم إدراجه بملك الدولة الخاص بمقتضى الأمر عدد 1753 المؤرخ في 25 أوت 1997.

وحيث استقرّ عمل هذه المحكمة على اعتبار أن اختصاص النظر في النزاعات الناشئة عن تصرف الإدارة لرصيداها العقاري من الأملاك الخاصة معقود للمحاكم العدلية، على أن يستأثر القاضي الإداري بالنظر في القرارات التي تصدرها الإدارة بمناسبة التقويت فيها كلما انصهرت في مناخ القانون العام وذلك سواء باقترانها بممارسة صلاحيات السلطة العامة أو باندراجها في سياسة قوامها تنفيذ مرفق عام.

وحيث وعلاوة على أن الدولة لا تتمتع عند تصرفها في الأملاك التي كانت على ملك الأجانب بأي امتياز بصفتها سلطة عامة، فإن القرار المطعون فيه في إطار هذه القضية يتعلق برفض الإدارة المدعى عليها التقويت في ملكها الخاص لفائدة المدعى وبالتالي فإنه لا يعتبر منفصلاً عن عملية التقويت المذكورة وعن التصرف العادي في هذا الملك.

وحيث يضحى تصرف الإدارة بهذا الوجه خارجاً عن أنظار هذه المحكمة، وأتجه بذلك التخلي عن النظر في الدعوى لعدم الإختصاص.

ولهذه الأسباب قضت المحكمة ابتدائياً بالتخلي عن النظر في الدعوى لعدم الإختصاص.

حكم ابتدائي عدد 120956 بتاريخ 28 أكتوبر 2011
ع.ل.خ. / الرئيس المدير العام للوكالة الفنية للنقل البري

المفاتيح: اختصاص حكيم - وكالة فنية للنقل البري - إدارة مرفق عمومي - قرار سحب شهادة تسجيل عربية

بعد الإطلاع على عرضة الدعوى المتضمنة أنه استقر على ملك المدعي الشاحنة الثقيلة... وذلك بموجب الشراء، وأنه ولغاية معانية البيانات الشخصية للشاحنة قصد إتمام موجبات الإحالة، تقدم منوبه إلى مصالح الوكالة الفنية للنقل البري التي اتخذت قرارا يقضي بسحب شهادة تسجيل الشاحنة نهائيا لسببين أولهما عدم تطابق أقيسة أحرف العدد الرتبي في النوع المضروب بطريقة الدق على البارد وثانيهما أن طريقة دق الأحرف لا تخصص هذا النوع من العربات، وذلك خلافا للرأي الذي تلقته الوكالة من الإدارة الفنية لشركة "ر" إثر استشارتها حول الخصاصات الفنية للشاحنة. لذلك رفع دعوى الحال طعنا بالإلغاء في قرار الوكالة الفنية للنقل البري الصادر تحت عدد 50/2010 بتاريخ 6 فيفري 2010 والفاضي بسحب شهادة تسجيل الشاحنة، واحتياطيا الإذن بإجراء اختبار على الشاحنة للتحقق من سلامة علاماتها الشخصية....

من جهة الاختصاص: حيث دفع الرئيس المدير العام للوكالة الفنية للنقل البري بعدم اختصاص المحكمة الإدارية بالنظر في انزاع المائل بمقولة إن الوكالة الفنية للنقل البري منشأة عمومية طبقا لأحكام الأمر عدد 2265 لسنة 2004 المؤرخ في 27 سبتمبر 2004 والمتعلق بضبط قائمة المؤسسات العمومية التي لا تكتسي صيغة إدارية والتي تعتبر منشآت عمومية، وتخضع نزاعاتها لولاية القاضي العدلي اقتضاء بأحكام الفصل الثاني من القانون الأساسي عدد 38 لسنة 1996 المؤرخ في 3 جوان 1996 والمتعلق بتوزيع الاختصاص بين المحاكم العدلية والمحكمة الإدارية وإحداث مجلس لتنازع الاختصاص، وطبقا لفقهاء الدوائر المجتمعة لمحكمة التعقيب في قراراتها الصادرين في القضيتين عدد 5269 و 6612 بتاريخ 30 نوفمبر 2006.

وحيث تمسك نائب العارض باختصاص هذه المحكمة للنظر في الدعوى الراهنة باعتبارها نزاعا، إلى الطعن بالإلغاء في قرار إداري وقد حجر المشرع على المحاكم العدلية صلب الفصل 3 من القانون الأساسي عدد 38 لسنة 1996 المؤرخ في 3 جوان 1996 والمتعلق بتوزيع الاختصاص بين المحاكم العدلية والمحكمة الإدارية للنظر في المطالب الراهية إلى إلغاء المقررات الإدارية.

وحيث، ولئن يتبين من أحكام الأمر عدد 2265 لسنة 2004 المؤرخ في 27 سبتمبر 2004 المتعلق بضبط قائمة المؤسسات العمومية التي لا تكتسي صيغة إدارية والتي تعتبر منشآت عمومية أن الوكالة الفنية للنقل البري المحدثة بمقتضى القانون عدد 61 لسنة 1995

المؤرخ في 3 جويلية 1995 والمتعلق بإحداث وكالة الفحص الفني للعربات، والمنقح بالقانون د. 108 لسنة 1998 المؤرخ في 28 ديسمبر 1998 والمتعلق بالوكالة الفنية للنقل البري، مصففة ضمن المؤسسات العمومية التي لا تكتسي صيغة إدارية والتي تعتبر منشآت عمومية، فإن ذلك لا يكون كفيلا لوحده بإقرار رجوع البت في المنازعة الراهنة إلى أنظار جهاز القضاء العدلي، اقتضاء بما استقر عليه فقهاء قضاء مجلس تنازع الاختصاص من أن الاختصاص يكون معقودا للمحكمة الإدارية كلما تبين أن النزاع تولد عن تدخل المؤسسة المعنية في إطار تسيير مرفق عمومي باستعمال صلاحيات السلطة العامة.

وحيث أن مباشرة الوكالة الفنية للنقل البري للفحص الفني للعربات يندرج في إطار تسيير وإدارة المرفق العمومي للنقل البري، وأن اتخاذها لقرار السحب النهائي لشهادة تسجيل عربية العارض كان بصفتها سلطة عمومية عبرت بمقتضى القرار المذكور عن إرادتها المنفردة في إطار ممارستها لصلاحيات السلطة العامة ويخرج بداهة عن نطاق المعاملات التجارية بين الخواص، واتجه لكل ما سبق ردّ الدفع المائل....

ولهذه الأسباب قضت المحكمة ابتدائيا بقبول الدعوى شكلا ورفضها أصلا.

خلفت قواعد الاختصاص عندما قبلت الطعن والحال أنه كان عليها التصريح برفض مطلب الاستئناف لعدم الاختصاص الحكمي.

وحيث أتجه والحال ما ذكر، فيقول المطلب المائل دون حاجة للخوض في المطن الثاني. (فيقول المطلب التعقيب شكلاً وفي الأصل نقض الحكم المطعون فيه وإحالة القضية إلى دائرة استئنافية/أخرى بهذه المحكمة لتعدي النظر فيها.)

وصدر هذا القرار عن الدائرة التعقيبية الثالثة برئاسة السيد غازي الجريد الرئيس الأول للمحكمة الإدارية وعضوية المستشارين السيد يسرى كريمة والسيد مند العربي.

24 ديسمبر 2010

حكم ابتدائي عدد 16485 / 1

الشركة التونسية للكهرباء والغاز / منبر

المفاتيح : منشآت ومؤسسات عمومية، عقد اشتراك

...
من جهة الاختصاص :

حيث رفع نائب الشركة العارضة الدعوى الرهنة طالباً القضاء بفسخ عقد الاشتراك المبرم بين منوبته والمدعى عليه كإلزامه بأن يؤدي لها مبلغ 15.884،209 دينار مع الفوائد القانوني الجاري على المبلغ المذكور من تاريخ الحلول الموافق ليوم 25 جانفي 2006 إلى تمام الوفاء وما لا يقل عن ألف دينار لقاء أتعاب نقاض وأجرة محاماة وحمل المصاريف القانونية عليه، وبصورة احتياطية الإذن بتكليف أحد الخبراء في الكهرباء قصد الإطلاع على أوراق القضية ومعابنة العداد إن أمكن وتقدير قيمة المضرة الحاصلة لمنوبته من عملية الغش المذكورة ثم الحكم طبق الطلبات التي ستقدم على ضوء نتيجة الاختبار.

وحيث دفع نائب المدعى عليه بعدم اختصاص هذه المحكمة للنظر في النزاع الراهن بمقولة إنه نزاع ناشئ بين شخصين من أشخاص القانون الخاص بخصوص تنفيذ عقد تجاري يتعلق بتقديم خدمة بمقابل مالي.

20 ديسمبر 2010

قرار تعقيبي عدد 310792

م.ع.ن.د. في حق وزارة أملاك الدولة والشؤون العقارية / رشيد وحسان
المفاتيح : استرجاع، نزاع إداري أصلياً.

من حيث الأصل :

عن المطن المتعلق بخرق قواعد الاختصاص الحكمي ودون حاجة للخوض في المطن الثاني :

يجب المعقب، على محكمة الحكم المنتقد مخالفتها لقواعد الاختصاص الحكمي عندما انتهت إلى إقرار الحكم الابتدائي الصادر عن المحكمة الابتدائية بقرنية والقاضي بإرجاع العقار إلى المنتزع منه في حين أن نزاع الاسترجاع يشكل نزاعاً إدارياً أصلياً وليس نزاعاً فرعيّاً ولا يمكن استثناءه من اختصاص الدوائر الابتدائية بالمحكمة الإدارية إلا بنص صريح على غرار ما تضمنته أحكام الفصل 30 من قانون الانتزاع من إسناد اختصاص النظر في تقدير غرامة الإنتزاع النهائية إلى المحكمة الابتدائية التي يقع بدورتها العقار المنتزع.

وحيث لئن لم يسبق للمعقب أن تمسك بخرق قواعد الاختصاص الحكمي أمام محكمة الاستئناف، فإن مسألة الاختصاص الحكمي تعدّ من تعلقات النظام العام ويمكن بالتالي إثارها لأول مرة في الطور التعقيبي.

وحيث نصّ الفصل 9 من قانون الانتزاع على أن دعوى الاسترجاع ترفع أمام المحاكم المختصة، ويقضي الفصل الثاني من قانون المحكمة الإدارية أن هذه الأخيرة تنظر ببيئاتها القضائية المختلفة في جميع النزاعات الإدارية عدا ما استند لغيرها بقانون خاص.

وحيث أن نزاعات استرجاع العقارات المنتزعة هي نزاعات إدارية أصيلة، كما أنها ليست نزاعات فرعيةً مثلما هو الشأن بالنسبة للقضاء الاستعجالي أو قضاء إيقاف التنفيذ، حتى تخضع للقاعدة القائلة بأن الفرع يتبع الأصل في الاختصاص، ضرورة أن قضاء الاسترجاع قائم بذاته ومستقل عن نزاع تقدير غرامة الانتزاع الذي أوكله المشرع إلى القضاء العدلي، على غرار النزاع المتعلق بالطعن في أمر الانتزاع.

وحيث طالما لم يقع إسناد نزاعات الاسترجاع بمقتضى نصّ خاص إلى هيئات قضائية أخرى غير المحكمة الإدارية، فإن هذه المحكمة تكون مختصة بالنظر في تلك النزاعات في جميع مراحلها.

وحيث ترتباً على ما تقدم فإن المحكمة الابتدائية بقرنية تكون قد تعهدت خطأ بالنزاع المائل، وكان على المستأنف رفع استئنافه أمام محكمة الاستئناف العادية باعتبارها المحكمة المختصة بالنظر في المطن الموجه ضد الحكم الابتدائي المذكور، عملاً بقاعدة الفصل بين جهازَي القضاء العدلي والإداري، وبالتالي فإن محكمة الحكم المطعون فيه قد

وحيث ولئن صُنفت الشركة التونسية للكهرباء والغاز ضمن المؤسسات العمومية التي لا تكتسي صبغة إدارية والتي تعتبر منشآت عمومية، فإنه وطالما تعلق النزاع بتنفيذ عقد الاشتراك المبرم بين الشركة وحرثها، والذي استقر قضاء مجلس تنازع الاختصاص على اعتباره عقدا إداريا يتبع لمشاركت بموجبه ببلاترد بمقتضىات كرس لشروط تمتعفة بترويد كامل تراب أجمهورية بتنتيار الكيريتي منلما تمت الموافقة عليها بالأمر عدد 9 لسنة 1964 المؤرخ في 17 جانفي 1964 المنقح بالأمر عدد 579 لسنة 1974 المؤرخ في 25 ماي 1974 والأمر عدد 56 لسنة 1986 المؤرخ في 8 جانفي 1986، والمتضمن شروطا غير مألوفة في القانون العام، فإنه لا محيص عن إقرار اختصاص هذه المحكمة بفصل النزاع الراهن.

حكم ابتدائي عدد 122352 بتاريخ 31 ديسمبر 2012

ر.خ/ رئاسة الجمهورية

المفاتيح : إختصاص حكمي - تتبع مسؤول سابق - نزاع إداري

المبدأ

* يكون النزاع إداريا متى كان شخص من أشخاص القانون العام طرفا فيه سواء بصفة مباشرة أو غير مباشرة، على أن يكون ناشئا بمناسبة تسيير ذلك الشخص العمومي لمرفق عام أو تنفيذه لمقتضيات المصلحة العامة أو في نطاق تلبسه بصلاحيات السلطة العامة.

* طلب تتبع مسؤولين سابقين إداريين كانوا أو سياسيين يندرج في نطاق نزاع خاص بين شخصين طبيعيين وليس فيه من الصبغة الإدارية شيء.

... من جهة الاختصاص :

حيث تهدف الدعوى الراهنة إلى تتبع المدعو ز.ب.ع. رئيس الجمهورية السابق، من أجل الخيانة العظمى ومخالفة مقتضيات الفصل 15 من الدستور من خلال غضبه الطرف عن تجاوزات مصحة "ا.س" التي تعمّدت ترويج أخبار زائفة عبر موقعها الإلكتروني مفادها حصولها على وسام الاستحقاق.

وحيث تقتضي أحكام الفصل 2 ق.م.إ. أنه : "تتظر المحكمة الإدارية بهيئاتها القضائية المختلفة في جميع النزاعات الإدارية عدا ما أسند لغيرها بقانون خاص".

وحيث لا جدال في أن النزاع الإداري لا يكون كذلك إلا متى كان شخص من أشخاص القانون العام طرفا فيه سواء بصفة مباشرة أو غير مباشرة، على أن يكون ناشئا بمناسبة تسيير ذلك الشخص العمومي لمرفق عام أو تنفيذه لمقتضيات المصلحة العامة أو في نطاق تلبسه بصلاحيات السلطة العامة.

وحيث أن طلب تتبع الأشخاص الطبيعيين مدنيا أو جزائيا، سواء بصفتهم الخاصة أو بصفتهم مسؤولين سابقين إداريين كانوا أو سياسيين، على نحو ما يروم إليه العارض من دعواه الراهنة، إنما يندرج في نطاق نزاع خاص بين شخصين طبيعيين ليس فيه من الصبغة الإدارية شيء، وهو لا يرجع تبعا لذلك بالنظر إلى هذه المحكمة.